

LE MONDE
Des milliers d'Égyptiens manifestent
contre l'armée à la place Tahrir
Page C 6



LE MONDE
Les Tchèques rendent
un dernier hommage à Vaclav Havel
Page C 7

ÉCONOMIE

Et Dieu dans tout ça?

La réponse
de l'Allemagne
à la crise de l'euro
n'a pas seulement
des fondements
économiques;
elle est aussi
d'ordre moral!



ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

ALAIN FRACHON

Dans la crise de l'euro, experts et politiques négligent un facteur: Dieu. Enfin, la religion et, en l'espèce, le protestantisme luthérien. Fille de pasteur, Angela Merkel a le sens du péché, comme beaucoup de ses compatriotes. Il y a une manière allemande de parler de l'euro qui fleurit bon l'influence du Temple. Et qui n'est évidemment pas sans conséquence sur les solutions avancées pour secourir l'union monétaire européenne.

A juste titre, Berlin entend que la zone euro ne soit plus la machine à fabriquer de la dette qu'elle a été ces dix dernières années. Pas question que les riches (l'Europe du Nord) garantissent les dettes des pauvres (l'Europe du Sud): ce serait encourager ceux-ci au vice de l'endettement.

Mais le discours venu d'outre-Rhin dépasse ce que les économistes appellent «*l'aléa moral*»: les effets pervers d'une solidarité financière qui inciterait les moins rigoureux des États de l'eurozone à un comportement dispendieux. On y décèle aussi un soupçon de volonté

de punir, et, en creux des prescriptions de la politique économique, la dialectique du péché et de son expiation.

Dans une union monétaire bancaire, comme l'est la zone euro, le mal, c'est la dette, résultat d'une gestion désinvolte et folklorique des finances publiques. Accumulée au fil des ans, elle jette le discrédit sur la monnaie: elle mine la confiance dans toute la zone.

La sanction est là pour dissuader. Elle doit être lourde pour enlever au pêcheur l'envie de recommencer. Elle s'exprime au travers d'un merveilleux mécanisme, dit le patron de la Bundesbank, Jens Weidmann: les taux d'intérêt — la punition par les marchés.

Le *New York Times* rapporte les propos tenus le mois dernier par le président de la «Buba» lors d'une réunion à Berlin. «*Il serait fatal de gommer complètement l'impact disciplinaire de taux d'intérêt à la hausse*», sermonnait Weidmann, avant d'ajouter: «*Quand les États commencent à devoir payer de plus en plus cher l'obtention d'un*

crédit pour faire face à leurs échéances, alors s'endetter devient beaucoup moins attrayant pour eux.»

La première étape du châtimement est la dégradation par les agences de notation. Il s'ensuit en général une hausse du taux d'intérêt qu'un État doit pratiquer pour arriver à vendre sa dette sur le marché. S'il est très mal en point, la rémunération demandée par les investisseurs pour souscrire aux emprunts de cet État atteint des niveaux intolérables: en faillite, le délinquant est mis sous tutelle — cas de la Grèce, de l'Irlande, du Portugal, qui n'arrivent plus à se refinancer sur les marchés.

S'il est un peu plus solvable, un État trouve preneur pour ses bons du Trésor, mais à des coûts d'autant plus pénalisants que sa dette est lourde: l'Espagne et l'Italie doivent verser des intérêts de plus de 6 % pour placer leurs emprunts. Ces pays entrent dans un

cercle infernal, qui finit par faire douter de leur

**Les pays
endettés
doivent
expier leurs
péchés,
s'il faut en
croire la
morale
allemande**

VOIR PAGE C 4: DIEU

L'économie canadienne s'essouffle

Le PIB est resté stable en octobre, après quatre hausses consécutives

JULIAN BELTRAME

Ottawa — L'économie canadienne a montré des signes d'essoufflement en octobre, laissant présager un quatrième trimestre plus faible que celui de juillet à septembre, qui avait été marqué par une hausse.

Le PIB réel est resté stable en octobre, après quatre hausses mensuelles consécutives, selon ce qu'a révélé hier Statistique Canada, un résultat en deçà de la pourtant faible croissance de 0,1 % attendue par les économistes. «*Le début du temps des Fêtes n'est pas si joyeux que ça finalement*», a déploré Peter Buchanan, économiste chez Marchés mondiaux CIBC.

Le secteur de la fabrication a affiché une hausse, tout comme celui du commerce de détail, mais la faiblesse des services publics, de la construction, de l'extraction minière, pétrolière et gazière et du commerce de gros a effacé ces gains.

Selon Derek Holt, de la Banque Scotia, ces résultats laissent croire que la croissance du quatrième trimestre, dont les données de novembre



SHAUN BEST REUTERS

Quelque 54 000 emplois ont été perdus en octobre, en plus de 19 000 autres en novembre.

VOIR PAGE C 2: PIB

LE BUREAU DE TRANSITION

Ottawa a dépensé des millions en pure perte

Le gouvernement
Harper avait réservé
33 millions pour
préparer le terrain
à une commission
des valeurs unique

FRANÇOIS DESJARDINS

Sans aucun doute le geste était audacieux. Mettre sur pied un «*Bureau de transition*» dès 2009 pour préparer l'éventuelle création d'une commission fédérale des valeurs mobilières — sans même avoir reçu l'assentiment de la Cour suprême ou négocié avec les provinces —, voilà qui faisait sourciller les adversaires du gouvernement Harper. Un bureau, de surcroît, doté d'un budget de 33 millions sur trois ans.

Depuis quelques mois, le personnel de l'agence se faisait discret, invoquant l'imminence d'une décision. Il l'est encore plus maintenant que la Cour suprême a publié un arrêt sans équivoque qualifiant d'inconstitutionnel le projet de loi fédéral qui prévoyait la création d'une super agence et le remplacement des commissions provinciales.

En gros, le mandat du Bureau de transition était de tracer la marche à suivre au cas où la Cour suprême aurait béni les intentions d'Ottawa et de la communauté financière de Toronto. Sept provinces ont d'abord pris part aux travaux, le Québec, l'Alberta et le Manitoba s'y opposant. Au fil du temps, toutefois, certaines provinces participantes, comme la Colombie-Britannique et la Saskatchewan, ont fini par s'opposer elles aussi au projet de loi, sans quitter le Bureau.

Invitée par *Le Devoir* à dire si le Bureau fermera ses portes, et quand, une conseillère en communications a préféré la prudence. «*Nous attendons la direction du ministre Flaherty, qui a dit hier: "Nous allons étudier la décision attentivement"*», a écrit Eloise Lewis, nous suggérant de transmettre la question directement au ministère des Finances.

Invité à son tour à commenter la décision, le chef des relations avec les médias au ministère, Jack Aubry, a rappelé les propos formulés jeudi par le ministre Jim Flaherty: «*Ce qu'on a dit hier, c'est que "le gouvernement fédéral examinera soigneusement la décision de la Cour suprême du Canada et agira conformément à celle-ci"*».

Une autre enveloppe de 154 millions

En plus du budget de 33 millions versé au Bureau de transition, il y a aussi la compensation. Car dans son budget 2009-2010, le ministre Flaherty avait annoncé que le gouvernement fédéral mettrait immédiatement de côté la somme de 154 millions pour indemniser les provinces en raison de la perte des revenus occasionnée par le changement de régime.

Présentement, les agences réglementaires provinciales, comme l'Autorité des marchés financiers (AMF), sont autofinancées: leur budget d'exploitation s'abreuve aux cotisations versées par les sociétés financières qu'elles encadrent. Mais en présence d'une éventuelle commission fédérale, ces sommes auraient, selon toute probabilité, transité par Ottawa.

VOIR PAGE C 3: OTTAWA



Jim Flaherty

www.artisan-du-store.ca

OUVERT 24, 27, 28, 29, 30, 31 DÉC.



VENTE DE STORES SUR MESURE

50% de **RABAIS** ou
INSTALLATION
GRATUITE

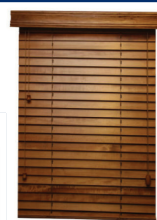
RÉSIDENTIEL ET COMMERCIAL

- Horizontaux en bois
- Horizontaux en PVC
- Verticaux en PVC
- Opaques ou solaires
- Toiles à rouleau
- Panneaux coulissants
- Stores romains
- Persiennes
- Toiles pour verrières

L'Artisan
du Store

**Fabrique
au Québec**

Claude Bouchard prop.
2362, Beaubien E, Montréal (Qc)
(près Iberville & Cinéma Beaubien)



SERVICE À DOMICILE GRATUIT 514-231-8677

Longueuil : 450-445-9829
Laval : 450-627-3716

Québec : 418-654-8677
Trois-Rivières : 819-696-8677

LES MARCHÉS BOURSIERS



LES INDICES DE LA BOURSE DE TORONTO

Indice	Volume (000)	Fermature	var. pts	var. %
S&P TSX	122 283	11 926,67	+50,19	0,4
S&P TX20	51 299	615,96	+7,62	1,3
S&P TX60	62 725	678,15	+2,74	0,4
S&P TX60 Cap.	62 725	749,90	+3,04	0,4
Cons. de base	3 176	204,58	-0,12	-0,1
Cons. discrét.	4 581	81,61	+0,51	0,6
Énergie	32 933	268,31	+2,07	0,8
Finance	14 932	168,39	+0,68	0,4
Aurifère	31 310	367,07	+2,41	0,7
Santé	610	56,01	+0,06	0,1
Tech. de l'info	2 070	24,20	0,00	0,0
Industrie	9 981	105,74	+1,12	1,1

Indice	Volume (000)	Fermature	var. pts	var. %
Matériaux	40 128	354,40	+1,18	0,3
Immobilier	1 938	205,18	+0,06	0,0
Télécoms	3 159	103,24	+0,07	0,1
Serv. collect.	3 067	225,85	+1,49	0,7
Métaux/minerais	9 904	1 080,35	-0,32	-0,0

TSX CROISSANCE

TSX Venture	107 500	1 469,68	+25,97	1,8
--------------------	---------	-----------------	--------	------------

Consultez toutes les cotes boursières sur www.vmdconseil.ca

HIER À LA BOURSE: Toronto a clôturé en hausse, juste avant le congé de Noël, les investisseurs ayant préféré se concentrer sur les données les plus encourageantes au sujet de l'économie américaine. D'ailleurs, le moral des investisseurs semble meilleur depuis quelques semaines avec les données américaines.

Titre	Symbole	Fermature	Variation (\$)	Variation (%)	Volume (000)	52 semaines bas	52 semaines haut
CONSUMMATION DISCRÉTIONNAIRE ET DE BASE							
▲ Allim. Couche-Tard	ATD.B	30,95	0,41	1,34	93	24,16	31,34
Astral Media	ACM.A	36,01	0,12	0,33	16	31,00	42,24
▲ Canadian Tire	CTC.A	66,10	0,69	1,05	113	51,80	68,93
▼ Cogeco	CCA	50,56	-1,25	-2,41	32	40,40	52,00
Corus	CJR.B	20,50	-0,13	-0,63	78	18,18	23,78
▼ Jean Coutu	PJC.A	13,21	-0,18	-1,34	250	9,20	13,66
Loblaw	L	37,45	0,07	0,19	787	34,51	42,27
▲ Magna	MG	34,15	0,78	2,34	399	31,91	61,65
Metro	MRU.A	53,70	0,10	0,19	85	42,11	53,82
▲ Quebecor	QBR.B	34,04	0,82	2,47	17	26,52	38,55
▲ Rona	RON	9,72	0,24	2,53	151	8,64	15,40
Saputo	SAP	38,90	0,03	0,08	683	35,80	49,05
Shaw	SJR.B	20,02	0,02	0,10	296	19,10	22,45
▼ Shoppers Drug Mart	SC	42,00	-0,50	-1,18	361	36,67	43,43
Tim Hortons	TH	49,33	-0,05	-0,10	271	40,47	52,75
Transat A.T.	TRZ.B	6,86	0,06	0,88	27	5,56	19,95
▼ Yellow Media	YLO	0,18	-0,00	-2,70	3 459	0,12	6,31

ÉNERGIE

▼ Cameco	CCO	18,30	-0,19	-1,03	473	17,25	44,28
Canadian Natural	CNQ	37,77	-0,02	-0,05	1 263	27,25	50,50
Canadian Oil Sands	COS	22,99	0,19	0,83	1 144	18,17	33,94
Enbridge	ENB	37,60	-0,32	-0,84	688	27,04	37,95
EnCana	ECA	19,16	0,07	0,37	738	18,40	34,25
Enerplus	ERF	25,90	0,11	0,43	350	23,00	32,83
Nexen	NXY	15,99	-0,10	-0,62	621	14,20	27,11
Pengrowth Energy	PGF	11,10	-0,01	-0,09	356	8,48	13,96
Pétrolière Impériale	IMO	44,54	0,24	0,54	266	34,15	54,00
▲ Suncor Energy	SU	29,28	0,38	1,31	2 851	23,97	47,27
▲ Talisman Energy	TLM	12,75	0,35	2,82	3 801	11,34	24,82
TransCanada	TRP	44,45	0,40	0,91	976	36,10	44,74

FINANCIÈRES

B. CIBC	CM	73,42	0,04	0,05	764	67,32	85,56
B. de Montréal	BMO	55,50	0,32	0,58	1 278	54,38	63,94
B. Laurentienne	LB	48,60	0,35	0,73	27	38,62	55,87
B. Nationale	NA	72,01	-0,60	-0,83	370	63,27	81,98
B. Royale	RY	51,30	0,38	0,75	3 016	43,30	61,53
B. Scotia	BNS	50,91	0,41	0,81	1 549	47,54	61,28
B. TD	TD	75,02	0,41	0,55	1 219	68,13	86,82
Brookfield Asset	BAM.A	27,97	0,00	0,00	347	25,91	33,95
Cominar Real	CUF.UN	21,93	0,12	0,55	97	20,00	23,00
Corp. Fin. Power	PWF	25,59	0,10	0,39	351	23,62	31,98
Fin. Manuvie	MFC	10,60	-0,08	-0,75	3 203	10,18	19,29
Fin. Sun Life	SLF	18,49	-0,13	-0,70	1 117	17,92	34,39
Great-West Lifeco	GWO	19,82	0,07	0,35	340	19,15	27,85
▼ Industrielle All.	IAG	25,87	-0,28	-1,07	62	24,75	42,02
Power Corporation	POW	23,26	0,14	0,61	567	20,90	29,50
TMX	X	41,83	0,06	0,14	57	36,79	45,69

INDUSTRIELLES

▲ Air Canada	AC.B	1,02	0,02	2,00	353	0,96	3,72
▲ Bombardier	BBD.B	3,86	0,14	3,76	5 787	3,30	7,29
▲ CAE	CAE	9,77	0,11	1,14	131	9,03	13,36
▲ Canadien Pacifique	CP	66,51	0,71	1,08	275	46,01	69,48
Chemin de fer CN	CNR	78,45	0,06	0,08	639	63,72	81,79
▲ SNC-Lavalin	SNC	49,31	0,95	1,96	266	38,51	63,23
Transcontinental	TCLA	12,60	0,12	0,96	38	9,96	17,25
TransForce	TFI	13,46	0,13	0,98	37	9,76	16,00

MATÉRIAUX

Agrium	AGU	70,65	0,51	0,73	473	63,93	98,02
Barrick Gold	ABX	46,94	-0,01	-0,02	922	42,06	55,36
Goldcorp	G	45,70	0,22	0,48	1 027	38,99	55,93
Kinross Gold	K	12,01	-0,11	-0,91	1 784	11,80	19,00
Mines Agnico-Eagle	AEM	37,55	-0,17	-0,45	522	37,36	77,85
Potash	POT	43,46	-0,05	-0,11	1 354	39,82	63,19
Teck Resources	TCK.B	36,28	-0,07	-0,19	995	27,39	64,62

SERVICES PUBLICS

Fortis	FTS	33,05	0,18	0,55	188	28,24	35,45
TransAlta	TA	20,86	0,00	0,00	1 311	19,45	23,42

TECHNOLOGIE

CGI	GIB.A	19,00	0,00	0,00	316	16,69	24,30
Research In Motion	RIM	14,20	-0,13	-0,91	1 229	12,80	69,30

TÉLÉCOMMUNICATIONS

BCE	BCE	41,55	0,08	0,19	1 263	33,75	41,55
Bell Aliant	BA	27,97	-0,03	-0,11	152	25,21	29,19
Rogers	RCI.B	39,03	-0,02	-0,05	964	33,29	39,13
Telus	T	57,19	0,14	0,25	645	44,98	57,20

FONDS NÉGOCIÉS EN BOURSE

iShares DEX	XBB	31,47	-0,08	-0,25	164	29,19	31,66
iShares MSCI	XEM	22,14	-0,11	-0,49	37	20,10	27,24
iShares MSCI EMU	EUZ	27,87	0,13	0,47	240	25,57	42,22
iShares S&P 500	XSP	14,38	-0,03	-0,21	110	12,31	15,77
iShares S&P/TSX	XIC	18,75	-0,04	-0,21	228	17,10	22,61



INDICES QUÉBÉCOIS

Indice	Fermature	var. pts	var. %
INDICE QUÉBEC IQ30	1287,26	+5,33	+0,42
INDICE QUÉBEC IQ120	1350,26	+6,54	+0,49

Titre	Symbole	Fermature	Variation (\$)	Variation (%)	Volume (000)	52 semaines bas	52 semaines haut
LES PLUS ACTIFS DE LA BOURSE DE TORONTO							
iShares S&P/TSX	XIU	16,98	-0,05	-0,29	18 430	15,61	20,71
Daylight Energy	DAY	10,07	0,10	1,00	8 208	4,43	11,74
Talisman Energy	TLM	12,75	0,35	2,82	3 801	11,34	24,82
Fin. Manuvie	MFC	10,60	-0,08	-0,75	3 203	10,18	19,29
B. Royale	RY	51,30	0,38	0,75	3 016	43,30	61,53
Suncor Energy	SU	29,28	0,38	1,31	2 851	23,97	47,27
Eldorado Gold	ELD	14,59	0,34	2,39	2 203	13,09	21,95
Yamana Gold	YRI	15,41	0,20	1,31	1 994	10,87	17,39
Kinross Gold	K	12,01	-0,11	-0,91	1 784	11,80	19,00
Iamgold	IMG	16,57	0,15	0,91	1 767	16,20	23,79

LES GAGNANTS EN %

North American	NOA	7,17	1,80	33,52	86	4,74	13,80
Chieftain Metals	CFB	5,00	1,10	28,21	7	3,12	6,01
Bucking Horse	BUC	3,75	0,75	25,00	0	3,00	6,25
Pstmdia Nwk Vt C	PNC.A	7,40	1,30	21,31	1	5,44	17,00
Orezone Gold	ORE	2,53	0,38	17,67	142	2,15	5,26
Canlan Ice Sports	ICE	2,00	0,30	17,65	0	1,60	2,25
Valeura Energy	VLE	1,52	0,22	16,92	251	1,20	5,70
Pacific & Western	PWC	1,30	0,17	15,04	28	0,96	3,70
Madison Pacific	MPC.C	3,40	0,38	12,58	0	2,38	3,40
TearLab	TLB	1,17	0,13	12,50	1	0,75	2,97

LES PERDANTS EN %

Tesla Exploration	TXL	2,50	-0,40	-13,79	0	1,66	4,00
Heritage Oil	HOC	2,51	-0,32	-11,31	10	2,51	7,50
Cangene	CNJ	1,75	-0,13	-6,91	20	1,12	3,08
Tdb Split	XTD	2,69	-0,19	-6,60	8	2,55	6,95
Manulife Brompton	MBB.UN	11,15	-0,72	-6,07	1	11,03	13,08
Coast Wholesale	CWA	3,35	-0,21	-5,90	6	2,12	5,25
Brompton Lifeco	LCS	1,69	-0,10	-5,59	1	1,31	6,25
Opmedic	OMG	3,00	-0,15	-4,76	13	2,42	5,19
Pacific Insight	PIH	1,62	-0,08	-4,71	0	1,54	2,46
Dynasty Metals &	DMM	2,10	-0,10	-4,55	88	1,72	4,62

LES GAGNANTS EN \$

North American	NOA	7,17	1,80	33,52	86	4,74	13,80
Logistec	LGT.B	20,00	1,49	8,05	6	16,06	2

ÉCONOMIE

Le gouvernement fédéral améliore sa situation budgétaire

Le déficit était de 2,2 milliards en octobre, mais les mois à venir pourraient être plus difficiles

JULIAN BELTRAME

Ottawa — La santé fiscale du gouvernement fédéral a continué de prendre du mieux cet automne, malgré un certain ralentissement de l'économie et une instabilité mondiale croissante.

Le déficit budgétaire d'Ottawa s'est établi à 2,2 milliards en octobre, a annoncé hier le ministre des Finances. Ce manque à gagner représente environ la moitié du déficit affiché au même moment l'an dernier.

Le gouvernement attribue notamment cette amélioration à une hausse des revenus fiscaux de 1,4 milliard, soit une croissance de 8,1 % par rapport à octobre 2010. Une diminution des dépenses d'Ottawa a aussi contribué à la baisse du déficit. Elles ont diminué

de 600 millions, ou 3,2 %, par rapport à l'année dernière.

En outre, Statistique Canada a indiqué hier que l'économie canadienne avait fait du surplace en octobre, mettant fin à quatre mois consécutifs de croissance. Cette stabilité pourrait avoir un impact sur la santé fiscale d'Ottawa dans le futur, croit Sonya Gulati, économiste à la Banque TD. «Avec la croissance économique trimestrielle du Canada qui devrait se stabiliser au quatrième trimestre 2011 et au début 2012, nous ne nous attendons pas à ce que les revenus d'Ottawa augmentent de façon aussi rapide dans le futur», a-t-elle évalué. «Mais si les revenus fiscaux d'Ottawa continuent à prendre de la vigueur, son objectif de réduction du déficit annuel à 31 milliards pourrait être surpassé.»

Un coussin

Ottawa s'est ménagé un coussin financier de 3 milliards et il pourrait en avoir besoin. Les prévisions du gouvernement sont un peu plus optimistes que celles des économistes, notamment parce que la mise à jour économique de novembre se basait sur une étude économique effectuée en septembre, lorsque l'avenir économique semblait plus rose.

Depuis cette époque, les problèmes de l'Europe se sont aggravés et même des économies émergentes comme celle de la Chine ont semblé entrer dans une période de croissance plus modeste. Cette conjoncture pourrait entraîner une diminution de la demande pour les exportations canadiennes.

La Banque du Canada et le Fonds monétaire international

prédisent au pays une croissance économique de 1,9 % l'an prochain, un peu sous les prévisions du gouvernement fédéral. Certains économistes sont encore plus pessimistes.

Pour les sept premiers mois de l'exercice en cours, le déficit fédéral a atteint 15,4 milliards, soit 6,1 milliards de moins que pour la même période l'an dernier. Lors de sa mise à jour fiscale de novembre, le ministre des Finances Jim Flaherty avait prévu que le déficit pour l'exercice serait de 31 milliards.

D'avril à octobre dernier, les revenus fiscaux d'Ottawa ont gagné 5,7 milliards ou 4,5 %. Les rentrées d'impôt sur le revenu des entreprises ont augmenté de 1,5 milliard au cours de la même période.

La Presse canadienne



ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

Air France accuserait une perte de 300 millions d'euros en 2011

Et la situation serait pire en 2012

ALEXANDRE BOKSENBAUM-GRANIER

Paris — Air France-KLM pourrait enregistrer des pertes plus lourdes que prévu en 2011 et 2012, en raison de la hausse du prix du pétrole et de la crise, qui oblige le groupe à baisser ses prix pour remplir ses avions, rapportait hier le journal Libération.

Selon le journal, qui cite un rapport réalisé début décembre par le cabinet de conseil Secafi pour le comité central d'entreprise (CCE), le transporteur pourrait accuser une perte opérationnelle de 300 millions d'euros en 2011 et au-dessus de 500 millions d'euros en 2012 si l'équation économique reste la même qu'actuellement.

«De quoi accentuer la pression sur le nouveau tandem dirigeant formé par Jean-Cyril Spinetta [p.-d.g. du groupe] et Alexandre de Juniac (patron d'Air France), qui va présenter en janvier le premier volet de son plan pour redresser la compagnie tricolore», souligne Libération.

Les chiffres présentés par le rapport du cabinet de conseil sont supérieurs aux pertes envisagées par les analystes, le consensus Thomson Reuters

I/B/E/S anticipant un résultat opérationnel de -213,87 millions d'euros pour 2011 et de -288,09 millions d'euros pour 2012.

«La perte envisagée n'a rien d'étonnant, car il n'existe aucun potentiel d'amélioration de l'activité pour le groupe», commente un analyste en poste à Paris sous couvert d'anonymat. «La structure de coût est plus mauvaise que celles de ses concurrents, l'environnement économique se dégrade et le prix du baril de pétrole devrait rester élevé, il n'y a donc rien d'étonnant à ce que l'année 2012 soit pire que 2011», ajoute-t-il.

Libération précise néanmoins qu'il suffirait que le baril de pétrole baisse de 13 % pour que le transporteur retrouve l'équilibre financier en 2012.

Air France-KLM n'a pas souhaité commenter les informations de Libération.

Au début du mois de novembre, Air France-KLM avait annoncé s'attendre à une perte d'exploitation au quatrième trimestre et sur l'ensemble de l'année 2011, sous le coup de la détérioration de la conjoncture et du prix élevé du carburant.

Air France-KLM avait fait état d'un bénéfice d'exploitation de 28 millions d'euros en 2010.

Reuters



SPENCER PLATT AGENCE FRANCE-PRESSE

Deux personnes font la tournée des magasins sur Broadway, à New York. L'image ne dit toutefois pas que les consommateurs continuent de dépenser avec parcimonie, inquiets de la santé de leur économie.

ÉTATS-UNIS

Le marché immobilier se porte un peu mieux

Mais les consommateurs font toujours preuve de retenue

Washington — Les ventes de maisons neuves se sont légèrement améliorées en novembre aux États-Unis, mais 2011 sera néanmoins probablement une des pires années de l'histoire à ce chapitre.

Le département du Commerce a indiqué que les ventes de maisons neuves ont progressé de 1,6 % le mois dernier, à un taux annualisé de 315 000 maisons vendues. Les économistes estiment qu'il faudrait au moins deux fois plus de ventes mensuelles pour assurer la santé du marché immobilier.

Environ 323 000 maisons neuves ont été vendues aux États-Unis l'an dernier, la pire

année depuis que des données ont commencé à être compilées en 1963. Les maisons neuves ne représentent qu'une portion de l'activité immobilière, mais leur impact est important: chaque maison construite crée trois emplois pour un an et génère environ 90 000 \$US en taxes.

Plus tôt cette semaine, la National Association of Realtors des États-Unis a fait état de 4,42 millions maisons déjà habitées vendues, soit à peine plus que la performance de 2008, la pire de l'histoire. Cette semaine, le taux moyen d'une hypothèque fermée d'une durée de 30 ans est tom-

bé à 3,91 %, son niveau le plus bas jamais enregistré.

De plus, les consommateurs américains hésitaient toujours à dépenser en novembre, au moment où leurs revenus connaissent une croissance anémique. Les dépenses des consommateurs ne se sont appréciées que de 0,1 % en novembre, a dévoilé hier le département du Commerce, pendant que les revenus des ménages augmentaient eux aussi de 0,1 %. Il s'agit de la performance la plus faible depuis le recul de 0,1 % décelé en août.

Les augmentations de dépenses et des revenus se chiffrent tous deux en-deça des at-

tentes des économistes, qui préviennent maintenant que la croissance économique américaine pourrait n'être que de 2,5 % au dernier trimestre, contrairement à la croissance de 3 % anticipée précédemment. L'économie américaine s'est améliorée à un rythme de 1,8 % au troisième trimestre.

Ces chiffres sont d'autant plus étonnants que d'autres données témoignent de dépenses exceptionnelles pendant la période des Fêtes.

Les dépenses des ménages représentent 70 % de l'activité économique américaine.

Associated Press

OTTAWA

SUITE DE LA PAGE C 1

Le régime proposé n'était pas obligatoire. Le texte du projet de loi stipulait en fait que l'adhésion était volontaire. Dans ses documents officiels, le gouvernement fédéral avait expliqué que l'enveloppe de 150 millions servirait à «conclure des accords financiers avec les provinces et territoires participants».

L'arrêt de la Cour suprême est venu porter un dur coup au projet. Le qualifiant d'inconstitutionnel en raison de la jurisprudence qui confère les valeurs mobilières aux provinces, elle a néanmoins laissé une porte ouverte. Elle a fait référence à une possible «approche coopérative» à l'issue de laquelle le Parlement pourrait «traiter des enjeux véritablement nationaux», comme les risques systémiques.

«L'expérience d'autres fédérations en matière de réglementation des valeurs mobilières, bien qu'elle soit fonction des impératifs de leur propre régime constitutionnel, suggère qu'il pourrait être utile d'envisager une approche coopérative, si nos législateurs choisissent de le faire, pour garantir que chaque ordre de gouvernement s'acquitte adéquatement de

ses responsabilités envers le public, et ce, de façon coordonnée», ont écrit les neuf juges dans leur décision unanime.

Dans la défaite, les associations des banques et de l'industrie du courtage ont tenté jeudi de voir dans cette porte ouverte un tremplin vers autre chose.

Les provinces — sauf l'Ontario — collaborent déjà étroitement par l'entremise du «régime de passeport», qui repose sur un respect mutuel de leurs règles respectives.

Le Devoir

EN BREF

Bombardier: contrat en Allemagne

Berlin — Bombardier Transport a reçu une commande pour 90 rames automotrices électriques qui seront déployées dans la région de Francfort, en Allemagne. La valeur de la commande s'élève à environ 648 millions \$US. — La Presse canadienne

DR ALAIN SABOURIN

Clinique Médico-Esthétique Cheveux | Rides | Paupières

Greffe de **cheveux** à Montréal

20 ans d'expertise
514.937.8020

dralainsabourin.com

Vous avez des droits nous pouvons vous aider

Yves Ménard
A v o c a t

V i e u x - M o n t r é a l

514.861.0469

ÉCONOMIE

VOS FINANCES

Et si la surprise venait des États-Unis ?



GÉRARD BÉRUBÉ

Dans ce difficile exercice de prévisions pour 2012, les États-Unis pourraient surprendre l'an prochain. Certes, le mot d'ordre en matière de placements demeure «défensive», mais un peu plus d'audace sur le marché nord-américain des actions pourrait être payant l'an prochain.

Dans ma chronique «*Difficiles prévisions pour 2012*» de la semaine dernière, il se dégageait les hypothèses suivantes:

■ les vedettes d'aujourd'hui pourraient être les perdants de demain avec, sous haute surveillance, les titres de dette des États américain et allemand;

■ le ton se veut plus défensif (par rapport aux prévisions pour 2011). Les actions des sociétés à forte capitalisation, qui génèrent une bonne partie du rendement global grâce à des dividendes importants et en hausse, sont dans la mire;

■ Le gestionnaire privé suisse Mirabaud propose de miser sur les perdants d'aujourd'hui. «*Nous devrions connaître encore quelques mois difficiles sur les marchés européens, mais nous avons beau-*

coup d'espoir pour l'ensemble de l'année prochaine.» Mirabaud estime que les Bourses européennes pourraient encore baisser de 10 à 15 % au cours du premier semestre, «*créant des occasions, avant de rebondir fortement au cours de la deuxième partie de l'année prochaine*»;

■ Mirabaud lançait une mise en garde sur les obligations d'État américaines, suisses et allemandes, particulièrement recherchées ces temps-ci. Un krach obligataire sur les dettes souveraines américaines et suisses est envisageable sur la deuxième moitié de 2012;

■ Mirabaud retenait que, «*sur les actions, notre repositionnement est d'abord géographique, en misant sur les valeurs des marchés émergents, puis sur les places les plus sous-évaluées, comme la zone euro, à travers les valeurs exportatrices*». Et pour les titres à revenu fixe, le gestionnaire jette son dévolu sur les obligations convertibles. «*Les prix de ces actifs devraient remonter avec la hausse des actions et être dopés par les opérations de fusions-acquisitions, notamment dans les secteurs non cycliques et/ou disposant de liquidités, comme la santé, les logiciels et l'énergie*»;

■ pour les investisseurs plus dynamiques, l'approche «long-short» revêt un intérêt.

Histoire d'ajouter à cette énumération, Stéphane Marion, analyste de la Financière Banque Nationale, primé cette année par l'agence Bloomberg, a laissé entendre que les États-Unis pourraient surprendre en 2012. Du moins, «*il est maintenant clair que l'économie américaine a évité une récession et a même accéléré d'un trimestre à l'autre, en*

2011. Le PIB annualisé du quatrième trimestre devrait bien dépasser les 2 % et présenter le meilleur chiffre de 2011».

«*L'élan devrait se maintenir en 2012 et, à la faveur d'une demande intérieure ferme et de la reconstitution des stocks, les États-Unis devraient enregistrer une croissance supérieure à leur moyenne pour la première fois en six ans. Mais il faudra pour cela que les autorités — dont on peut présumer qu'elles se souviendront des coûts dévastateurs de l'inaction de 2008 — évitent une crise financière mondiale amorcée en Europe.*»

Et cette reprise pourrait être alimentée par un regain inattendu de l'activité immobilière. Ainsi, avec une Europe ayant glissé dans «*une récession qui pourrait devenir une stagnation prolongée*», et comme l'Amérique du Nord devrait résister à la tempête, «*nous maintenons la pondération de référence pour les actions de ce continent. Nous recommandons par contre de sous-pondérer un peu les valeurs mondiales, d'avoir une proportion neutre d'obligations et de surpondérer les liquidités*».

Et l'analyste de poursuivre: «*Nos pronostics nous font suggérer de respecter les trois principes ci-dessus durant les deux prochains trimestres. Les investisseurs devraient se protéger de la volatilité en misant plus que la moyenne sur des secteurs défensifs et non cycliques. Nous privilégions l'Amérique du Nord pour échapper aux soubresauts possibles de l'euro. Il sera primordial de réduire les ratios risque/rendement par des placements assurant des revenus stables. Au*

Canada, nous prônons de miser plus sur les télécommunications et les services aux collectivités, deux secteurs qui sont défensifs, qui offrent des dividendes de plus de 4,5 % et réalisent le gros de leurs chiffres d'affaires en Amérique du Nord.»

Chez les gestionnaires de portefeuilles, on semble vouloir se laisser tenter par un peu plus d'audace l'an prochain. Selon les *Perspectives des gestionnaires de placements Russell*, «*80 % des gestionnaires canadiens prévoient des rendements positifs en 2012*» sur le marché canadien et «*les actions demeurent nettement privilégiées au détriment des obligations et des liquidités*». Avec les secteurs de l'énergie et des matières premières ressortant parmi les plus populaires. En résumé: un scénario de reprise classique sur les marchés financiers.

Dans la famille des titres à revenu fixe, le sondage de Russell souligne que les perspectives pour les obligations canadiennes ne sont manifestement pas positives. «*Les perspectives sont plus neutres qu'il y a un an, lorsque la croissance économique prévue plus vigoureuse incitait la plupart des investisseurs à anticiper des hausses des taux d'intérêt.*»

Selon les rendements de Globeinvestor au 21 décembre dernier (en dollars canadiens), l'indice obligataire affiche un gain de 9,2 % en 2011. En Bourse, l'indice américain S&P 500 était en hausse de 4,1 % et le S&P/TSX de Toronto, en recul de 10,5 %. Si les perdants d'aujourd'hui sont les gagnants de demain...

DIEU

SUITE DE LA PAGE C 1

solvabilité finale: pour assurer les échéances de leurs dettes, il leur faut emprunter, mais ils ne peuvent le faire qu'à des coûts qui vont venir alourdir encore leur dette globale...

Jens Weidmann s'en félicite, qui conclut ainsi son prêche au ministère des Finances: «*La bonne politique budgétaire doit être récompensée grâce au coût du crédit et la mauvaise punie par le même moyen.*» Cette gymnastique des taux, il ne faut pas la perturber: elle gratifie le Bien et pénalise le Mal.

Autrement dit, c'est autant au titre de la morale qu'en souvenir des traumatismes laissés par l'inflation dans l'Allemagne d'avant-guerre que Berlin se refuse à user d'une arme qui a fait ses preuves aux États-Unis et en Grande-Bretagne: la monétarisation de la dette.

Propriétaire de la planche à billets, une banque centrale peut acheter directement et en quantités infinies les bons du Trésor émis par un État en difficulté. Elle pèse ainsi sur les taux d'intérêt des emprunts d'État et les ramène à des niveaux supportables.

Pratique condamnable

Mais, dit le patron de la «Buba», c'est là une pratique doublement condamnable: elle est d'abord inflationniste; elle est ensuite une incitation à la dette puisqu'elle en modère la sanction [la hausse des taux d'intérêt]. Vue de Berlin, la crise de l'euro ne peut avoir qu'un remède: l'austérité budgétaire pour purger les dettes.

Ce sera long, mais pas tragique, juge Jens Weidmann, dans *Les Échos*: «*Les taux sont plus élevés dans quelques pays sans que cela soit nécessairement insupportable.*» Troisième économie de la zone euro, l'Italie, juge l'Allemagne, peut bien vivre en acquittant du 6 % sur ses emprunts. La France fera de même, qui, lorsque sa monnaie était le franc, médiocre devise dévaluée à répétition, devait payer sa dette le double de son prix d'aujourd'hui. «*L'idée qu'au-delà d'un certain taux on entre dans des problèmes irrémediables est à mon sens simpliste*», assène le président de la Buba.

Alors, pas question de forcer la Banque centrale européenne (BCE) à faire ce que ses statuts lui interdisent, monétariser la dette; mais, là encore, l'interdit ne repose pas que sur des considérations économiques. Il est d'ordre politique et moral. La rénovation du patriotisme allemand est passée par l'exaltation de l'État de droit, le «*patriotisme de la Constitution*», le respect de la loi — en l'espèce, les textes fondateurs de la BCE.

Sur le ton de la gravité, Jens Weidmann dit encore: «*On ne réussira certainement pas à surmonter la crise de confiance actuelle en violant la loi. L'Europe, ce n'est pas seulement une monnaie unique, c'est aussi un respect commun de l'État de droit. [...] Il faut prendre garde, en cherchant une solution à la crise de la dette, à ne pas donner l'impression que l'on piétine ces valeurs.*»

Et voilà pourquoi Berlin se refuse à faire jouer un rôle plus actif à la BCE et à augmenter la solidarité financière entre pays de la zone euro. Et se propose de résoudre la crise en faisant graver dans le marbre d'un traité les règles d'une stricte discipline budgétaire. Et n'envisage d'apurer les dettes des membres de l'Union que d'une seule manière: l'austérité.

Précision finale: nombre de voisins de l'Allemagne, les États-Unis et une masse critique d'économistes jugent que la recette berlinoise conduira à une terrible récession — dont l'euro risque de ne pas se remettre. Joyeux Noël!

Le Monde



La chronique de Claude Chiasson fait relâche les deux prochains samedis. Elle sera de retour le 7 janvier 2012.



ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE



ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

Et si l'euro faisait marche arrière ?

Le scénario catastrophe d'un éclatement de la zone n'aurait pas les mêmes impacts chez les constructeurs automobiles Volkswagen et Fiat

Paris — La Golf de Volkswagen et la Fiat Panda ont beau à elles deux être plus vieilles que l'Union européenne, un éclatement de la zone euro n'aurait pas du tout les mêmes répercussions pour le constructeur automobile allemand ou son homologue italien.

Une scission nord-sud de la zone, avec l'abandon par l'Italie, l'Espagne et la Grèce de la monnaie unique, bouleverserait la carte industrielle dessinée à coup d'investissements en dix années d'union monétaire.

«*Si cela se produisait, il n'y aurait pas de gagnant parmi les constructeurs automobiles européens*», commente Alexander Law, directeur de la société de conseil économique Xerfi Global. «*Mais certains perdraient plus que d'autres, tout dépendant de la rentabilité des activités de production nationale.*»

Un démantèlement de la zone euro entraînerait probablement l'émergence d'une devise allemande plus forte — qu'il s'agisse du retour du deutschmark ou d'un euro resserré — ce qui renchérirait les coûts de production en Allemagne et réduirait l'avantage compétitif à l'export de modèles comme la Golf, dont la première génération remonte à 1974.

Par contraste, la petite Panda de Fiat, lancée il y a 31 ans, pourrait soudain voir ses prix devenir plus attractifs grâce à l'avantage compétitif qu'une nouvelle lire, reflet de l'énorme dette italienne, lui donnerait.

«*L'industrie allemande se retrouverait à travailler avec un deutschmark fort et sa compétitivité à l'export en pâtirait*», ajoute Max Warburton, analyste chez Sanford C. Bernstein. Selon lui, une devise nationale flottante allemande s'apprécierait de 20 à 80 % par rapport au taux retenu en 1999 pour convertir le mark en euro.

Si un éclatement de la zone euro fait figure de scénario catastrophe et que les constructeurs automobiles ne l'évoquent pas ouvertement, certains groupes incluent toutefois cette éventualité dans leurs scénarios.

Un dirigeant d'un autre constructeur automobile allemand a ainsi indiqué qu'il se préparait à informer les investisseurs des dispositions prises en cas d'urgence. En raison de l'aspect sensible de la question, il s'est exprimé sous couvert d'anonymat. «*Je refuse de l'imaginer, et je ne pense pas que cela arrivera*», a déclaré de son côté Norbert Reithofer, président du directoire de

BMW, en réponse à une question sur un éclatement de la zone euro.

«*Vous pouvez faire tous les plans possibles, il s'agirait de mouvements sismiques d'une telle ampleur qu'aucun ne fonctionnerait*», a indiqué pour sa part Sergio Marchionne, administrateur délégué de Fiat.

Si un tel séisme se produisait, les constructeurs automobiles se retrouveraient en première ligne en raison d'un coût du travail souvent désavantageux et des difficultés politiques auxquelles se heurte toute restructuration.

Si la France, par exemple, restait dans une zone euro de taille réduite, le différentiel entre la compétitivité des usines hexagonales de Renault et PSA et leurs sites de production en Espagne s'en trouveraient accrus, source de conflits sociaux en pers-

nière le patron du constructeur italien.

Ce pourrait le devenir si l'Italie venait à sortir de l'euro. Les coûts salariaux en Italie, libellés en nouvelle lire, s'en trouveraient réduits et les 68 000 salariés de Fiat pourraient redevenir compétitifs face à leurs homologues d'Europe de l'Est.

«*Si Marchionne voyait la compétitivité de ses usines italiennes s'améliorer de 30 %, je pense qu'il s'agirait d'un facteur important*», estime Riccardo Barbieri, économiste chez Mizuho Bank. Selon lui, les constructeurs étrangers pourraient aussi utiliser la péninsule comme base pour exporter ailleurs en Europe. «*L'Italie a perdu en compétitivité depuis le passage à l'euro. Un avantage à un éclatement de la monnaie unique serait la capacité des constructeurs à vendre des produits meilleur marché à l'étranger*», ajoute-t-il.

Volkswagen, premier constructeur européen, a exporté l'an dernier près de la moitié des 2,12 millions de véhicules qu'il a produits sur son sol et 70 % de ses Golf, assemblées pour l'essentiel près de son siège allemand de Wolfsburg. Le groupe emploie quelque 181 000 personnes en Allemagne.

Toute appréciation de la devise dans laquelle sont libellées les ventes des constructeurs allemands pénaliserait leurs exportations, notamment en Chine et aux États-Unis, où la demande pour Audi (Volkswagen), BMW ou Mercedes (Daimler) est en plein boom.

L'avantage compétitif en matière de changes pourrait toutefois ne pas peser lourd face au coup de tonnerre qu'un éclatement de la zone euro provoquerait chez les consommateurs. Fiat compte parmi les constructeurs les plus exposés aux marchés d'Europe du Sud, où la demande s'est effondrée à cause de la crise de la dette.

«*Un éclatement de l'euro provoquerait un tel coup de froid sur les intentions d'achat que je me demande si Fiat y survivrait*», s'interroge Eric Hauser, analyste chez Credit Suisse. L'avantage retiré d'un retour de la lire serait aussi compensé par l'inflation des coûts de matières premières, Fiat perdant à l'import ce qu'il avait gagné à l'export, ajoute Eric Hauser.

Reuters

LES SPORTS

C'EST DU SPORT!

Histoire d'univers



JEAN DION

Depuis la mort de Pelle Lindbergh dans un accident de voiture en 1985, les Flyers de Philadelphie n'avaient jamais pu compter sur un véritable gardien de but de premier plan, ce qui les a nul doute privés de coupe Stanley. Pendant la dernière morte saison, l'équipe a tenté de remédier au problème en faisant l'acquisition d'Ilya Bryzgalov, quitte à se départir de vedettes comme Mike Richards et Jeff Carter pour faire de la place sous le plafond salarial.

Bryzgalov s'est fait particulièrement remarquer pendant les séries de 2006, lorsqu'il a été appelé à remplacer au pied levé Jean-Sébastien Giguère et a mené les Ducks d'Anaheim, qui étaient encore Mighty à l'époque, jusqu'en demi-finale. Il a impressionné par son jeu, mais encore plus par ses propos, vraiment très loin de ce qu'on a l'habitude d'entendre de la part d'un joueur de hockey, ou de tout autre individu s'adonnant à la pratique d'un sport professionnel.

Des journalistes d'enquête sur le terrain avaient noté avec une certaine stupeur le grand calme de Bryzgalov. Pas une once de nervosité même dans les moments cruciaux, à tel point que certains soupçonnaient que le cerbère se fichait carrément des enjeux. En fait, c'est qu'il a plutôt une façon très personnelle de mettre les choses en perspective.

«Nous perdons un match, et après? disait-il. Personne n'en meurt. Nous gagnerons demain. Le hockey est juste un jeu. C'est seulement un divertissement. Même si l'équipe perd, ce n'est pas une tragédie. Dans deux jours, personne ne s'en souviendra. Ce n'est rien en comparaison des véritables tragédies que certaines personnes vivent.»

Bryzgalov devait ajouter qu'il trouvait réconfort dans la lecture des philosophes grecs de l'Antiquité, Socrate (bien qu'il n'ait laissé aucun écrit), Platon, Aristote, chez Dostoïevski et Tolstoï. Il racontait qu'il n'arrivait pas à comprendre comment on peut s'en faire avec un match de hockey quand des milliers de gens meurent de faim en Afrique.

Or voici que le sage gardien vole de nouveau la vedette. Le réseau HBO diffuse régulièrement une série intitulée 24/7, une espèce de genre de sorte de télé-réalité qui se penche sur la vie d'athlètes alors qu'ils se préparent à un événement important. Cette fois, les caméras et les micros suivent partout les joueurs des Rangers de New York et des Flyers, qui s'affronteront lors de la Classique d'hiver de la Ligue nationale, la joute annuelle disputée à l'extérieur, le 2 janvier à Philadelphie.

Souvent, 24/7 donne lieu à une éphiladephie de f*** et de sh*** — on se rappelle pour mémoire Bruce Boudreau, l'an dernier, et Rex Ryan, l'entraîneur-chef des Jets de New York qui n'a jamais rencontré un juron qu'il n'aimait pas — et à des débordements de testostérone dont se repaissent les téléspectateurs en quête d'émotions. Mais cette fois, c'est Ilya Bryzgalov qui retient l'attention.

Au hockey, les gardiens sont fréquemment considérés comme des êtres à part, des originaux qui se mêlent peu à leurs coéquipiers et vivent dans leur propre monde. Bryzgalov serait le premier à répondre à pareille définition — «sa personnalité est un peu différente», dit son entraîneur-chef Peter Laviolette, ce qui relève du très bel euphémisme —, mais il n'est pas d'accord. Les défenseurs, dit-il, sont les vrais fous, car ce sont eux qui tentent de bloquer des lancers alors qu'ils n'ont pas l'équipement adéquat.

Et toujours, la perspective. «Ces temps-ci, je m'intéresse beaucoup à l'univers, dit-il dans 24/7. Comment il a été créé, vous savez, et ce que c'est. Le système solaire est tellement énorme, mais si vous regardez notre système solaire et notre galaxie, ils sont dans un coin, si petits. Si vous regardez l'ensemble de l'univers, il s'agit d'un point minuscule. Et vous avez ici sur Terre des problèmes pour lesquels vous vous en faites? Ce n'est rien. Ne vous inquiétez pas, et soyez heureux.»

Le lendemain de la diffusion du premier épisode, Bryzgalov était accueilli au déjeuner de l'équipe par un coéquipier qui l'a appelé «Universe».

N'empêche que son message mériterait d'être pris en considération pour la sérénité des partisans de Canadiens...

Allez, joyeux Noël dans votre coin de l'univers!

EN BREF

Milbury ne sera pas accusé relativement à l'incident après un match de son fils

Brookline, Massachusetts — Mike Milbury ne sera pas accusé au criminel à la suite d'une confrontation avec un garçon de 12 ans après un match de hockey juvénile. Une cour de district à Brookline en a décidé ainsi, hier, après avoir entendu des policiers et des témoins dans cette affaire. Milbury, un ancien joueur, entraîneur et directeur général dans la LNH, aurait pu être accusé d'agression et voies de fait, d'inconduite et d'avoir proféré des menaces. Il aurait empoigné, secoué et menacé un garçon qui se battait avec son fils de 12 ans, le 9 décembre. Milbury a dit qu'il a agrippé le chandail du garçon pour arrêter la bataille, mais qu'il n'a jamais agressé ni menacé le garçon. Milbury, 59 ans, est commentateur pour *Hockey Night in Canada*, à CBC, ainsi qu'analyste du hockey de la LNH à NBC. CBC Sports et NBC Sports avaient déjà dit qu'on ne le verrait pas sur leurs ondes avant la conclusion du dossier. — AP

Le remède au mal de bloc de relations publiques du Canadien se trouve sur la patinoire

MARC TOUGAS

Sans doute conscient qu'il n'aurait servi à rien de tenir un entraînement, que ce soit pour punir ses joueurs ou simplement pour corriger leurs mauvaises habitudes, Randy Cunneyworth a annulé la séance qui était prévue hier matin au complexe sportif Bell à Brossard.

Les joueurs du Canadien auront donc droit à trois jours de congé pendant la pause de Noël. Ils n'enfileront les patins que lundi à midi, à la veille du match qu'ils disputeront à Ottawa contre les Sénateurs. Le Tricolore prendra part la semaine prochaine aux trois dernières rencontres d'une série de six à l'étranger, et cherchera alors à signer un premier gain depuis le congédiement de Jacques Martin.

Le répit du week-end permettra peut-être d'atténuer la tempête de relations publiques qui s'abat sur l'équipe depuis une semaine. Un tintinet du moins. Mais pas complètement, d'après le gourou du marketing sportif au Québec, Jean Gosselin. «Le vent va peut-être souffler un peu moins fort mais il va encore y en avoir», a commenté l'ancien conseiller en affaires publiques du Comité olympique canadien et du cabinet de relations publiques National.

«Présentement, au point de vue sportif, l'équipe ne va pas bien. À ce moment-là, la critique est toujours plus facile, souligne-t-il. Les spéculations de toutes sortes s'amplifient. Tout ce qui est en périphérie prend soudainement un grand intérêt parce que la base même de l'intérêt, la performance, n'en a plus. On regarde donc ce qui est autour. On cherche des explications. On spéculer sur ci et sur ça. On invente parfois des choses. On en profite pour régler des comptes et pour passer des messages, pour mettre de l'avant ses propres visions. Ça crée le tumulte qu'on connaît.»

Un tumulte tel que même des intervenants qui ne se mêlent habituellement pas de sport — tels que politiciens et groupes de pression — l'ont fait ces derniers jours.

«C'est le principe de la saucisse, explique Gosselin. Plus le monde critique, plus ça porte le monde à critiquer et plus tu te sens autorisé à critiquer. Et comme on est dans un milieu où, en fin de compte, ça a peu de conséquences sur la vie d'un peuple, on peut se permettre d'aller un peu plus loin.»

Il y a donc un effet d'entraînement qui empêche ou, à tout le moins, décourage les voix de la raison de se faire entendre. À ce titre, un bon exemple du passé est la décision d'échanger Jaroslav Halak. A l'époque, ça avait mené à une crise de relations publiques là aussi. Mais aujourd'hui, le choix de lui avoir préféré Carey Price fait consensus.

Bilan de l'année 2011

L'absence de Markov crée une réaction en chaîne

ROBERT LAFLAMME

Porteuse d'espoir au début, l'année 2011 a viré au cauchemar pour le Canadien, à compter d'octobre. Vivement 2012, même si ce qu'on voit sur le radar est annonciateur de plus fortes turbulences.

Vous savez que l'année a été toute sauf glorieuse quand deux de vos joueurs ayant le plus fait parler d'eux — Andreï Markov pour son genou et Scott Gomez pour son salaire — n'ont pas disputé un seul match, dans le premier cas, et n'ont obtenu que deux buts, dans l'autre.

L'absence de Markov, plus que l'inertie de Gomez, a provoqué une cascade d'événements qui ont fait s'ensliser le Tricolore. Qui sait où l'équipe serait au classement si le défenseur russe avait pu amorcer la saison en santé? Ou même s'il était revenu tôt dans la saison. Chez lui, Jacques Martin se pose sans doute la question.

Le directeur général Pierre Gauthier a misé gros en choisissant Markov plutôt que James Wisniewski (ou un autre). Le «Wiz» s'était avéré une bonne solution de rechange pour le jeu de puissance, après avoir été obtenu des Islanders de New York.

Markov, lui, avait été limité à 52 matchs au cours des deux saisons précédentes et il récupérerait d'une deuxième opération au genou droit.

La décision de Gauthier de lui consentir un lucratif contrat de 17,25 millions \$US pour trois ans est venue le hanter plusieurs fois. Et pourrait, au final, lui coûter son poste.

Le mois de décembre a été particulièrement mouvementé pour le successeur de Bob Gainey.



MARIANNE HELM AGENCE FRANCE-PRESSE

Selon le gourou du marketing sportif au Québec, Jean Gosselin, le directeur général du Canadien aurait dû d'entrée de jeu aborder le sujet de l'unilinguisme de Randy Cunneyworth, samedi dernier, en point de presse.

«Les experts du monde du hockey comprenaient très bien quelle était la stratégie du Canadien. Mais où étaient-ils pour nous l'expliquer quand la crise est arrivée? La plupart ont choisi d'embarquer dans la chorale, rappelle Gosselin. Si moi je suis capable de comprendre que Halak a joué au-dessus de sa tête pendant un mois, pourquoi hésitait-on à le souligner?»

La solution

Le meilleur remède pour que le discours actuel revienne à la normale, selon Gosselin, relève des opérations hockey du CH.

«Ça va se passer sur la glace, souligne-t-il. Il n'y a rien en matière de relations publiques qui va pouvoir changer la situation. On est dans un domaine où le produit fait la démonstration de sa qualité chaque fois qu'il est présenté sur la patinoire.»

«Imagions une compagnie qui vend des petits pois et qui, chaque fois qu'on ouvre une conserve, les pois ne sont pas mangeables... La compagnie aura beau faire les plus belles opérations de relations publiques, ils vont continuer à se faire critiquer et les gens vont arrêter d'acheter ces pois-là.»

«Le Canadien, du point de vue des affaires, jouit d'une situation un peu spéciale parce que les gens continuent quand même à consommer son produit. Reste que les relations publiques ne peuvent pas, à ce moment-ci, sauver la situation. Ça va se passer sur la glace.»

«Ce sont les prochains gestes de l'équipe qui vont répondre aux questions. Peu importe ce que vont dire les dirigeants, à ce stade-ci — «On travaille fort, on en tient compte, etc.» —,

ça ne reste que des paroles. Ce sont les gestes qui vont démontrer que l'équipe livre la marchandise.»

«Et je ne pense pas qu'il faille nécessairement gagner les 14 prochains matchs. Ce que le public veut, je pense, c'est un minimum d'espoir, une équipe qui montre qui sait où elle s'en va.»

Ce qu'il aurait fallu faire

Selon Gosselin, le directeur général Pierre Gauthier aurait dû d'entrée de jeu aborder le sujet de l'unilinguisme de Cunneyworth, samedi dernier, en point de presse.

«Il a attendu la question, et même en admettant qu'il fallait qu'il attende que la question soit posée, sa réponse a contribué à attiser la polémique plutôt qu'à l'atténuer», a souligné l'ancien vice-président des affaires publiques chez National.

«Le premier conseil — et généralement, c'est le plus difficile à suivre —, c'est d'admettre dès le départ l'erreur que tu as commise. Ou si ce n'est pas une erreur, c'est de reconnaître la situation à laquelle tu fais face. Tu n'essais pas de maquiller ou d'envelopper... Dès que tu commences à patiner un peu, les gens savent que quelque chose ne marche pas.»

«Le problème, souvent — et c'est très humain —, c'est qu'on sait qu'il va y avoir un coup de vent et on n'a peut-être pas envie d'être dans le vent. Mais de tout temps, le meilleur remède, c'est d'admettre la situation et dire, voici, on n'avait pas le choix, pour telle ou telle raison. Si tu n'es pas sincère et si tu n'es pas transparent dans ta façon de faire, les gens ne te croiront pas et ne te suivront pas.»

La Presse canadienne

HOCKEY

ASSOCIATION DE L'EST

	Mj	Pts
1.m-Boston	33	47
2.m-N.Y. Rangers	33	46
3.Philadelphie	34	46
4.m-Floride	36	43
5.Pittsburgh	34	42
6.Toronto	35	40
7.New Jersey	34	39
8.Ottawa	36	38
9.Winnipeg	34	37
10.Washington	33	36
11.Buffalo	34	35
12.Montréal	36	33
13.Tampa Bay	33	30
14.N.Y.Islanders	33	28
15.Caroline	36	28

ASSOCIATION DE L'OUEST

	Mj	Pts
1.m-Chicago	35	48
2.m-Minnesota	36	45
3.m-San Jose	31	39
4.Vancouver	34	44
5.Detroit	34	43
6.St. Louis	33	42
7.Nashville	34	40
8.Dallas	33	39
9.Phoenix	34	39
10.Los Angeles	34	36
11.Calgary	35	36
12.Colorado	35	35
13.Edmonton	34	33
14.Anahiem	34	24
15.Columbus	34	22

m - meneur de section

Hier

Florida 0 Boston 8
Washington 3 New Jersey 4
Toronto 5 N.Y. Islanders 3
Philadelphie 2 N.Y. Rangers 4
Ottawa 1 Caroline 2
Pittsburgh à Winnipeg
Nashville à Dallas
Tampa Bay au Colorado
St. Louis à Phoenix
Calgary à Vancouver
Los Angeles à San Jose

Aujourd'hui et demain

Aucun match

Lundi

Colorado au Minnesota, 19h
Washington à Buffalo, 19h
N.Y. Islanders à N.Y. Rangers, 19h
New Jersey en Caroline, 19h
Dallas à St. Louis, 20h
Detroit à Nashville, 20h
Columbus à Chicago, 20h30
Edmonton à Vancouver, 22h
Phoenix à Los Angeles, 22h
Anaheim à San Jose, 22h30

Mardi

Caroline à Pittsburgh, 19h
Calgary à Columbus, 19h
Montréal à Ottawa, 19h30
Philadelphie à Tampa Bay, 19h30
Toronto en Floride, 19h30
St. Louis à Detroit, 19h30
Winnipeg au Colorado, 21h

Mercredi

Buffalo au New Jersey, 19h
N.Y. Rangers à Washington, 19h30
Minnesota à Nashville, 20h
Los Angeles à Chicago, 20h30
Boston à Phoenix, 21h
Vancouver à San Jose, 22h30

POKER

Jonathan Duhamel offre 10 000 \$ pour ses biens volés

Longueuil — Le jeune champion mondial de poker Jonathan Duhamel, qui a été agressé dans sa maison de Boucherville plus tôt cette semaine, a offert hier 10 000 \$ à qui-conque l'aiderait à retrouver ses biens volés.

Le jeune homme tente de retrouver son bracelet du championnat 2010 de la World Series de poker ainsi qu'une montre Rolex, deux objets qui lui ont été volés par les assaillants qui se sont introduits chez lui mercredi.

Jonathan Duhamel versera 10 000 \$ pour l'arrestation des agresseurs et le retour de ses biens, 5000 \$ pour l'une ou l'autre de ces actions et 2500 \$ pour la récupération de l'un de ses deux bijoux.

Le champion a souligné dans un communiqué, publié hier, que son offre était une sincère tentative de sa part de retrouver des objets revêtant une grande valeur sentimentale à ses yeux.

Il s'est fait connaître en 2010, après avoir remporté un tournoi de poker à Las Vegas, où il avait gagné le prix de 8,9 millions \$US. Sa victoire a fait de lui une *star* et il est devenu le premier Canadien à remporter le principal tournoi de la World Series de poker.

La police de Longueuil a été chargée de s'occuper de la récompense offerte par Jonathan Duhamel.

La Presse canadienne

La Presse canadienne



Les femmes étaient de nouveau très nombreuses à manifester hier.

MOHAMED ABD EL-GHANY REUTERS

Des milliers d'Égyptiens manifestent contre l'armée à la place Tahrir

Le Caire — Des milliers de personnes ont manifesté hier dans le calme place Tahrir au Caire pour dénoncer le pouvoir militaire après des violences, notamment contre des femmes, lors de récentes manifestations ayant fait 17 morts.

Dans le même temps, une contre-manifestation des partisans du Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui dirige l'Égypte depuis la chute en février du président Hosni Moubarak, a réuni des milliers de personnes dans le quartier Abbassiya, à quelques kilomètres de là.

Les militants prodémocratie avaient appelé à manifester hier sous le slogan «*Vendredi de la restauration de l'honneur*», pour réclamer des poursuites à l'encontre des responsables de ces violences. Des milliers de manifestants ont défilé également à Alexandrie (nord) et à Suez (nord) pour demander aux militaires de transmettre le pouvoir à des civils. «*Les femmes sont une ligne rouge*», ont crié des manifestants à Tahrir alors que d'autres lançaient des slogans contre le maréchal Hussein Tantaoui, chef du CSFA.

Cheikh Hicham Attiyya, l'imam qui menait la prière de l'après-midi sur la place, a appelé à la mise en place d'une commission d'enquête indépendante sur les violences et à des poursuites judiciaires à l'encontre des responsables.

«*S'ils pensent que battre des femmes va faire taire les protestataires, ils se trompent*», a dit pour sa part Mona Ahmed, une manifestante.

Comme lors des précédents rassemblements, les manifestants exigeaient aussi la fin du pouvoir militaire, visant en particulier le maréchal Tantaoui. «*Le conseil militaire est une prolongation de l'ancien régime, il a la même mentalité et a recours aux mêmes pratiques*», a déclaré Mohammed Farrag, un manifestant de 31 ans.

Fin novembre, le maréchal Tantaoui avait annoncé la tenue d'une élection présidentielle mi-2012,

une étape qui doit marquer l'abandon par l'armée du pouvoir exécutif, mais nombreux sont ceux qui craignent que l'armée ne s'accroche au pouvoir.

«*La situation difficile dans laquelle nous nous trouvons résulte de la réticence du conseil militaire à jouer son rôle, de ses manœuvres dilatoires intentionnelles, du non-respect de ses obligations et de son échec en matière d'économie et de sécurité, qui ont entraîné le pays tout entier au bord d'une gigantesque crise*», dénoncent une vingtaine de partis et organisations dans un communiqué commun.

Calendrier électoral

Une partie des manifestants veut que l'élection présidentielle ait lieu dès le 25 janvier, jour anniversaire de la révolution égyptienne. En tout cas avant la mi-2012, nouvel objectif avancé par le Conseil suprême des forces armées (CSFA) pour doter le pays d'un président élu.

La confrérie des Frères musulmans, dont l'émancipation politique est arrivée en tête des premières phases des élections législatives programmées jusqu'en janvier, n'avait pas appelé à participer à cette nouvelle manifestation. Les Frères soutiennent également le calendrier de la transition. La tenue d'une élection présidentielle avant l'élection des deux chambres du parlement et la rédaction d'une nouvelle Constitution risquerait d'accorder trop de pouvoir au nouveau président, a expliqué Essam el-Erian, député du Parti liberté et justice, émanation politique de la confrérie.

Mais pour certains mouvements en pointe dans la révolution, la prise de position des Frères musulmans et d'autres islamistes démontre qu'ils ont trahi le mouvement de protestation pour assurer leurs places dans les futures institutions du pays.

Contremanifestation

Dans le quartier d'Abbassiya, des manifestants

brandissant des photos des principaux généraux et des drapeaux égyptiens ont demandé «*la chute de Tahrir*», l'emblématique épicerie des manifestations pro-démocratie, et lancé «*le peuple et l'armée ensemble*». «*Je suis ici pour sauver l'Égypte de ce qui se passe à Tahrir*, a indiqué Ahmed Fathi, se faisant l'écho de nombreux autres manifestants qui ont le sentiment que les protestataires anti-armée font obstacle à la stabilité. *Ceux qui sont à Tahrir ne représentent pas toute l'Égypte*».

Il y a une semaine, des affrontements avaient éclaté entre les forces de l'ordre et des manifestants qui campaient depuis fin novembre devant le siège du gouvernement pour protester contre le nouveau premier ministre choisi par l'armée, Kamal el-Ganzouri, qui avait déjà occupé ce poste sous M. Moubarak.

Se poursuivant jusqu'à mardi, ces affrontements ont fait 17 morts. Il s'agissait des violences les plus graves depuis des affrontements similaires qui avaient fait au moins 42 morts, principalement au Caire, quelques jours avant le début des élections législatives le 28 novembre, marquées par une victoire des islamistes.

Dimanche, plusieurs journaux avaient publié la photo d'une manifestante égyptienne voilée, dont les soldats découvraient le soutien-gorge et le ventre en la frappant et en la traînant sur la chaussée. L'image, largement diffusée sur les réseaux sociaux, a provoqué l'indignation en Égypte et dans le monde. L'armée avait fini par exprimer ses «*profonds regrets pour les atteintes*» faites à des manifestantes au Caire.

La troisième phase des élections législatives se tiendra dans la première quinzaine de janvier et les élections à la chambre haute s'étaleront de fin janvier à début mars, avant l'élection présidentielle.

Agence France-Presse et Reuters

Tshisekedi prête «serment» chez lui

La police interdit aux partisans du candidat de l'opposition de se rassembler à Kinshasa

Kinshasa — L'opposant Étienne Tshisekedi, qui a rejeté la réélection de Joseph Kabila et s'est autoproclamé président «*élu*» de la République démocratique du Congo, a prêté «serment» hier chez lui à Kinshasa, après que la police a réprimé toute tentative de rassemblement de ses partisans en public.

Tôt le matin les autorités ont déclaré interdite la manifestation prévue au stade de Martyrs à partir de 10h lors de laquelle l'opposant de 79 ans devait «*prêter serment*» devant «*le peuple congolais*», comme il l'avait annoncé lui-même dès dimanche.

«*Il n'y a pas de manifestation, elle est interdite. Il y a déjà un président élu qui a prêté serment. On ne peut pas prêter serment à nouveau, c'est un acte de subversion. On doit empêcher cet acte contraire à la Constitution*», a déclaré une source policière.

Les forces de l'ordre ont rapidement bouclé le quartier Limete, dans l'est de la capitale, où M. Tshisekedi a sa maison non loin du siège de son parti, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS). Les regroupements de ses partisans y ont été dispersés à coup de gaz lacrymogène par la police.

En milieu d'après-midi, devant l'impossibilité de se rendre devant l'imposant stade des Martyrs, M. Tshisekedi a prêté serment dans sa modeste maison, dehors sous un abri, en présence de plusieurs dizaines de ses partisans et de responsables politiques de l'opposition, a constaté un journaliste de l'AFP.

«*Je jure solennellement de respecter la Constitution et les lois de la République et de défendre son unité nationale et l'intégrité de son territoire*», a énoncé M. Tshisekedi, chemise blanche, costume et cravate sombre et portant son éternelle casquette, la main droite levée et la gauche sur une bible. Un tapis rouge avait été déroulé jusqu'à l'endroit il se tenait debout.

«*Ce jour du 23 décembre 2011 représente pour le peuple congolais l'aboutissement de 30 ans de lutte pour la démocratie et l'État de droit*», a-t-il ensuite assuré dans une courte déclaration, avant d'annoncer la publication dans les prochains jours d'un «*programme de gouvernement*».

La cérémonie a été qualifiée de «*farce*» par le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende. «*Le chef de l'État ne prête serment que devant la Cour suprême, vous avez vu un juge de la Cour suprême ? C'est de la farce ! C'est un événement qui est nul et de nul effet. Pour nous, c'est un non événement*», a-t-il déclaré.

Agence France-Presse

L'Argentine plafonne la propriété étrangère des terres agricoles

Buenos Aires — Le Parlement argentin a adopté dans la nuit de jeudi à hier un projet de loi limitant la possession de terres agricoles par les étrangers à 15% du total, une mesure dont le gouvernement de Cristina Kirchner est à l'origine.

Le projet, largement adopté à la Chambre des députés puis au Sénat par la majorité péroniste, fixe également une limite de 1000 hectares pour chaque propriétaire étranger dans certaines zones particulièrement fertiles, notamment dans la région de la Pampa Humeda (centre). Ce volet n'est pas rétroactif.

La loi, qui s'inspire de dispositions similaires prises au Brésil, au Canada, aux États-Unis, en France et en Italie, prévoit également la création d'un cadastre unique des terres rurales.

Cette loi «*n'est pas xénophobe et ne porte pas atteinte aux droits acquis*», avait assuré Mme Kirchner en présentant le projet de loi au cours de sa prestation de serment pour un deuxième mandat le 10 décembre.

Le texte «*est conçu pour protéger la terre, une ressource stratégique dans un monde où l'on va avoir besoin de nourriture et d'énergie*», avait-elle alors assuré.

Environ 10 % des terres agricoles argentines sont actuellement détenues par des étrangers, selon un récent rapport de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Parmi les plus grands propriétaires terriens étrangers en Argentine, figurent le milliardaire américain Ted Turner ou encore les frères Benetton italiens.

L'Argentine est le premier exportateur mondial de farine et d'huile de soja, le troisième pour les graines de cet oléagineux, le deuxième pour le maïs et le cinquième pour le blé.

Agence France-Presse

Agence France-Presse

EN BRIEF

Rejet de l'appel de Timochenko

Kiev — La justice ukrainienne a rejeté hier l'appel de l'opposante Ioulia Timochenko condamnée en octobre à sept ans de prison, défiant les pressions de l'UE qui a réclamé la libération de l'ex-première ministre au cours d'un sommet avec l'Ukraine cette semaine. L'opposante a dénoncé depuis sa cellule de prison la «*décision honteuse*» du tribunal, dans une déclaration diffusée par son service de presse. Egérie de la «*Révolution orange*» de 2004, incarcérée depuis août, Mme Timochenko a été condamnée pour avoir conclu avec la Russie, lorsqu'elle était première ministre, des accords sur le gaz considérés comme défavorables à son pays. — AFP

Le prince Philip hospitalisé

Londres — Le mari de la reine Élisabeth II a été conduit à l'hôpital après avoir ressenti des douleurs à la poitrine, ont annoncé des responsables de la famille royale britannique hier. Le palais de Buckingham a indiqué que le prince Philip avait été transporté de Sandringham, dans la région de Norfolk, vers l'unité cardiaque de l'hôpital Papworth de Cambridge pour y subir des tests par mesure de précaution. Une porte-parole de l'hôpital a refusé de répondre aux questions des journalistes, les référant au palais. Le prince Philip, âgé de 90 ans, se trouvait à Sandringham pour les festivités de Noël de la famille royale, avant le lancement des festivités qui marqueront les 60 ans de règne d'Élisabeth II. — Associated Press

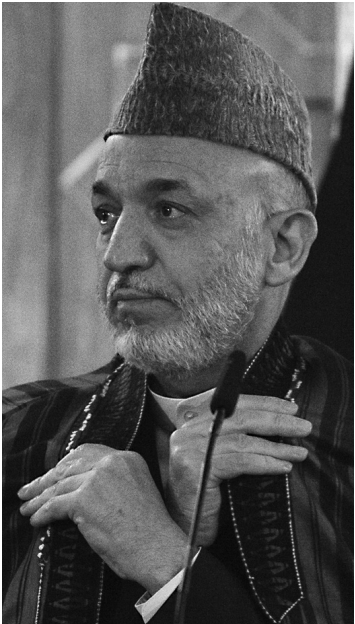
Karzai rejette un projet d'accord entre Washington et les talibans

Washington — Américains et talibans s'étaient accordés sur un projet prévoyant le renoncement public au terrorisme des talibans contre le transfert de cinq Afghans de Guantanamo au Qatar, un accord auquel s'est opposé le président Hamid Karzai, a affirmé hier le *Washington Post*.

Les grandes lignes de l'accord prévoyait que cinq Afghans détenus à Guantanamo seraient transférés au Qatar, où les talibans prévoyaient d'ouvrir un bureau de liaison, pour y être assignés à résidence, selon des responsables américains et européens s'exprimant sous couvert d'anonymat.

En contrepartie, les talibans auraient publiquement renoncé au terrorisme international et donc de facto à toute relation avec al-Qaïda, selon le quotidien américain.

«*Tout est à l'arrêt pour l'instant*, dit un haut responsable de l'administration américaine dans le quotidien. *Tout le mon-*



REUTERS

Hamid Karzai

de reprend son souffle.» Néanmoins, selon le *Post*, les discussions avec les talibans devraient reprendre début 2012.

Agence France-Presse

LE MONDE

Dossier arménien

Erdogan accuse la France de «génocide» en Algérie

MICHEL SAILHAN

Istanbul — Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, s'en est pris avec virulence à la France hier, l'accusant de «génocide» en Algérie, au lendemain de l'adoption par les députés français d'un texte de loi pénalisant la négation du génocide arménien, que la Turquie a toujours nié.

«On estime que 15 % de la population algérienne a été massacrée par les Français à partir de 1945. Il s'agit d'un génocide», a lancé M. Erdogan au cours d'une conférence à Istanbul, faisant allusion aux violences lors du processus d'indépendance de l'Algérie de la domination française, entre 1945 et 1962.

«Si le président français M. Sarkozy ne sait pas qu'il y a eu un génocide, il peut demander à son père Pal Sarkozy [...] qui a été légionnaire en Algérie dans les années 1940», a-t-il ajouté. Je suis sûr qu'il a beaucoup de choses à dire à son fils sur les massacres commis par les Français en Algérie.»

«Je ne suis jamais allé en Algérie, je n'ai pas dépassé Marseille. Et j'étais pendant quatre mois à la légion !», a cependant réagi Pal Sarkozy à la chaîne de télévision française BFMTV.

M. Erdogan a même été jusqu'à affirmer: «les Algériens ont été brûlés collectivement dans des fours. Ils ont été martyrisés sans pitié».

«Le président français Sarkozy a commencé à rechercher des gains électoraux en utilisant la haine du musulman et du Turc», a encore déclaré le chef du gouvernement islam-conservateur turc.

«Ce vote qui a eu lieu en France, une France où vivent environ cinq millions de musulmans, a clairement montré à quel point le racisme, la discrimination et l'islamophobie ont atteint des dimen-



REUTERS

Recep Tayyip Erdogan

sions dangereuses en France et en Europe», a asséné M. Erdogan.

L'Assemblée nationale française a voté jeudi une proposition de loi réprimant d'un an de prison et d'une amende la contestation du génocide arménien de 1915-17, provoquant la colère d'Ankara qui réfute le caractère génocidaire des massacres survenus dans les dernières années de l'Empire ottoman.

À la suite de ce vote, la Turquie a rappelé son ambassadeur en France, et a annoncé le gel de la coopération politique et militaire entre les deux pays, pourtant alliés au sein de l'OTAN.

Ces sanctions contre la France ne portent par sur les échanges commerciaux ou l'activité des entreprises françaises en Turquie, mais M. Erdogan a averti qu'il pourrait y avoir plusieurs trains de mesures contre la France.

Le volume bilatéral des échanges a atteint près de 12 milliards d'euros en 2010 et plusieurs centaines d'entreprises françaises travaillent en Turquie.

Paris de son côté s'est efforcé

de calmer le jeu devant la virulence des réactions des Turcs, blessés dans leur fierté nationale, d'après les commentaires de la presse.

«Je respecte les convictions de nos amis turcs, c'est un grand pays, une grande civilisation, ils doivent respecter les nôtres», a déclaré le président Sarkozy à Prague, où il assistait aux obsèques de l'ancien président tchèque Vaclav Havel. La France ne donne de leçons à personne, mais la France n'entend pas en recevoir.»

«Je pense que cette initiative n'était pas opportune, mais le Parlement a voté. [...] Essayons maintenant de reprendre des relations apaisées. Ce sera difficile, j'en ai conscience, mais le temps fera son œuvre», a pour sa part réagi le chef de la diplomatie française, Alain Juppé.

«Il y a beaucoup de raisons de maintenir entre la France et la Turquie des relations de confiance et même d'amitié, j'ose le mot [...] donc j'appelle à nouveau au sang-froid et à la retenue», a-t-il encore dit.

Rappelé par son pays, l'ambassadeur de Turquie à Paris, Tahsin Burcuoglu, est rentré pour consultations. Son homologue français est, opportunément, en vacances.

À Istanbul, une centaine d'islamistes ont manifesté sans incidents, aux cris d'«À bas la France», devant le consulat de France. Signe de la colère ambiante, le groupe d'amitié Turquie-France à l'Assemblée nationale turque a fermé ses portes, faute de participants.

«Il n'y a plus de raison d'être pour un groupe d'amitié dans notre Parlement [...] Et il n'y a plus de raison de maintenir l'amitié avec un tel pays», a déclaré à ce propos le président du Parlement, Cemil Cicek.

Agence France-Presse



PETR DAVID JOSEK REUTERS

Les obsèques ont eu lieu dans la cathédrale gothique de Saint-Guy, à Prague.

Les Tchèques rendent un dernier hommage à Vaclav Havel

Prague — Les Tchèques et de nombreux dirigeants internationaux ont rendu hier un dernier hommage à Vaclav Havel, le dramaturge dissident qui a mené leur pays à la fin du régime communiste grâce à la «Révolution de velours».

Les cloches des églises ont sonné alors qu'une sirène hurlante marquait le début d'une minute de silence en la mémoire du premier président tchèque, élu démocratiquement en 1989.

Son épouse Dagmar, sa famille, ses amis et les chefs d'Etat et de gouvernement d'une dizaine de pays se sont réunis hier dans la cathédrale gothique de Saint-Guy de Prague pour les obsèques de l'ancien président mort dimanche à l'âge de 75 ans.

Le président français Nicolas Sarkozy, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton et le premier ministre britannique David Cameron figuraient parmi le millier de personnes qui se sont inclinées devant le cer-

cueil recouvert du drapeau tchèque.

Le président tchèque Vaclav Klaus, grand rival de Havel, et deux amis, le ministre des Affaires étrangères Karel Schwarzenberg et l'ancienne chef de la diplomatie américaine Madeleine Albright, ont rendu hommage à l'ancien président.

Dans un message lu par l'ancien représentant diplomatique du Vatican en République tchèque, le pape Benoit XVI a salué Vaclav Havel.

Le gouverneur général du Canada, David Johnston, assistait aux funérailles.

«Vaclav Havel était une figure de proue dans le combat pour la liberté, la dignité humaine et la démocratie», a affirmé M. Johnston par voie de communiqué.

À la fin de la cérémonie célébrée par l'archevêque de Prague, Dominik Duka, emprisonné avec Havel, 21 salves de canon ont été tirées pendant que l'hymne national était joué. Puis

le cercueil de Vaclav Havel a été porté par la garde d'honneur vers le crématorium de Stranice pour des obsèques privées. L'urne contenant les cendres sera enterrée dans le caveau familial du cimetière de Vinohrady, aux côtés de sa première femme Olga, décédée en 1996.

Bravant le froid glacial, des milliers de personnes ont fait la queue toute la semaine pour pouvoir s'incliner devant sa dépouille. Et des milliers de Tchèques s'étaient joints à sa veuve et ses proches pour accompagner en procession mercredi le cercueil de Vaclav Havel au château de Prague.

Ces dernières années, il n'avait fait que de brèves apparitions publiques. De santé fragile, ancien fumeur invétéré, il était sujet à des problèmes respiratoires chroniques, datant de ses années de prison dans les gettes communistes.

Associated Press

LES PETITES ANNONCES

AVIS DE DÉCÈS

I • N • D • E • X
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

- | | |
|-----------|--|
| 100 • 199 | IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
100 • 150 Achat-vente-échange
160 • 199 Location |
| 200 • 299 | IMMOBILIER COMMERCIAL
200 • 250 Achat-vente-échange
251 • 299 Location |
| 300 • 399 | MARCHANDISES |
| 400 • 499 | OFFRES D'EMPLOI |
| 500 • 599 | PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES |
| 600 • 699 | VÉHICULES |

LES PETITES ANNONCES

**DU LUNDI AU VENDREDI
DE 8H30 À 17H00**

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez **avant 14 h 30** pour l'édition du lendemain.

Téléphone: **514-985-3322**

Télécopieur: **514-985-3340**

petitesannonces@ledevoir.com

Conditions de paiement : cartes de crédit



PUBLIEZ DANS

**& Charme
prestige**

et obtenez **deux** annonces encadrées pour seulement

55 \$*
de plus

petitesannonces@ledevoir.com
514 985-3322 ou 1 800 363-0305
* Certaines conditions s'appliquent.

AVIS
À TOUS NOS ANNONCEURS

Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

LE DEVOIR ne sera pas responsable des erreurs répétées.

Merci de votre attention.

160
APPARTEMENTS ET
LOGEMENTS À LOUER

4031 Lacombe - Près U de M
Grand 6 1/2, 2 s. de b. rénovées
Electroménagers inclus.
Haut de duplex. 514 343-4679
http://photobucket.com/lacombe

**DISCRIMINATION
INTERDITE**
La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de et à ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

NDG - Spacieux 3 et 4 1/2
795\$-950\$ Chauffage, électros, pl. bois, vue parc, ensolleillé, poss. garage, balcon. 514-486-4875

167
MEUBLÉS
SUD-OUEST près canal Lachine
5 1/2 rénové, 1 250\$ it inclus
Tel/sta/internet etc. 514 934-0004

172
HORS FRONTIÈRES EUROPE
À LOUER
À PARIS - Montmartre
Près des vignes, charmant apt.
3 pièces, tout équipé. 1 à 4 pers.
Sem/mois. 450 677-3727

À PARIS Petit bijou d'appart
sur la Butte Montmartre, au cœur
de Paris. Paisible, ensolleillé,
ascenseur, 2-3 pers. 514-489-5955
appartement-montmartre.com

PARIS VII - XV Champ-de-Mars
Site exceptionnel - 2 1/2 rénové 08
Tt équipé, très ensolleillé. Sur jardin
Sem/mois 514 272-1803

176
CHALET À LOUER
BORD DU FLEUVE :
L'ISLET-sur-MER
Condos de villégiature.
Location à la semaine.
1 888 845-8586 514 522-6229
oieblanchesurmer.com

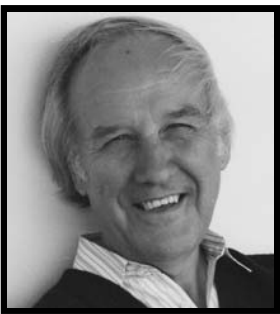
301
ŒUVRES D'ART
ŒUVRES D'ART
à vendre
www.oeuvresd'art.ca

Tableau du peintre canadien
Philip Henry Howard Surrey
(1910-1990)
Dimension 18" X 24", intitulée
"Le St-Laurent à Verdun", 1978.
Faites une offre 514-501-2084

307
LIVRES ET DISQUES
"Librairie Bonheur d'Occasion"
achète à domicile livres de qualité
en tout genre. 514 914-2142
4487 de la Roche/Mt-Royal

515
INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE
VOTRE ORDINATEUR BOGUE
OU RALENTI ?
Mise à jour et réparation
P.C., Mac et portables.
10 ans d'exp. Service à domicile.
514 573-7039 Julien

1er anniversaire



Chagnon, Jean-Jacques

21 janvier 1926 – 25 décembre 2011

Jean-Jacques nous a laissés l'an dernier, le soir de Noël, après avoir passé cette dernière journée chez lui, entouré des siens.

«Debout, au bout du champ se tenait un chêne, fier témoin de la force de la terre. Le jour où il a cassé, la terre n'a pas tremblé. Elle n'a que repris cet homme qui nous avait donné définitivement la fierté du pays à faire. (Paul Crête)»

Nous pensons toujours à toi Jean-Jacques comme nous nous souvenons de tous ceux qui t'ont aimé et qui nous l'ont chaleureusement exprimé.

Que ton repos soit paisible!
Huguette, Marie, Pierre, Catherine, Geneviève, leurs enfants et petits-enfants.

Contactez
LE MÉMORIEL
pour publier
un ou des :



AVIS DE DÉCÈS

REMERCIEMENTS

ANNIVERSAIRES

FAIRE-PART

CONDOLÉANCES

HOMMAGE

IN MEMORIAM

Téléphone : 514 525-1149

necrologie@lememorial.com

NOTRE ADRESSE :
107 – 1855 du Havre,
Montréal H2K 2X4



de Billy, Gilles, c.r.

1920-2011

À l'Hôtel-Dieu de Québec, le 16 décembre 2011, à l'âge de 91 ans et 8 mois, est décédé monsieur Gilles de Billy, veuf de madame Lucile Tremblay et conjoint de madame Claudette Huard. Natif de Lévis, il était le fils de feu Valmore-A. de Billy et de feu Imelda Gosselin. Il demeurait à Québec.

Vétérant de la Deuxième Guerre mondiale, il s'est enrôlé comme volontaire avec le Essex Scottish Regiment. Blessé en mars 1945 à Xanten, en Allemagne, le lieutenant de Billy, est rapatrié en juin de la même année. Par la suite, il pratique le droit, notamment avec son père et son frère Jacques, dans le cabinet Gagnon, de Billy, devenu Lavery, de Billy.

Il laisse dans le deuil, outre sa conjointe (et ses filles, Brigitte et Danielle), ses enfants : Renée (Bernard Garnier), Jean (Jean-Marie Bélanger), Anne, Marie Claude (Andrew Reddyhoff) et François. Il était le frère de Jacques (Juliette Parent), feu Françoise, feu Godefroy (feu Louise Godbout, Elena Ehrensperger), Louise (feu Édouard des Rivières), feu Geneviève (feu Maurice Tremblay), et le beau-frère de Rachel Tardif (feu René Tremblay), et le beau-frère de Rachel Tardif (feu René Tremblay). Il laisse également dans le deuil ses petits-enfants : Émilie (Bruno Labbé), Antoine (Sophie Dubois), Séverine (Schallum Pierre), Victor, Catherine, David (Patricia Paradis), Gabrielle, Simon et Martin; ses arrière-petits-enfants : Antonin, Clovis, Célestine, Edgar, Estelle, Alice et William; ainsi que de nombreux cousins, cousines, neveux, nièces et amis.

Le service religieux sera célébré le mardi 27 décembre 2011 à 14 heures en l'église St-Dominique, 175, rue Grande-Allée Ouest, Québec. La famille recevra les condoléances à l'église, une heure avant la cérémonie. La famille tient à souligner le professionnalisme et le dévouement du personnel soignant de l'Hôtel-Dieu (13^e étage) qui a su apporter des soins de qualité pour lui assurer confort et compassion jusqu'à la fin. Elle tient aussi à souligner le travail des docteurs Pierre Bolduc, Marie-Josée Pelletier et Michel Vallières. Vos témoignages de sympathie peuvent se traduire par un don à l'association Les Diabétiques de Québec, 3175, chemin des Quatre-Bourgeois, bur. 12, Québec (Québec) G1W 2K7, (418) 656-6241, poste 2. La direction des funérailles a été confiée à la

Maison Funéraire Lépine Cloutier Ltée

Renseignements : 418-529-3371

Télécopieur : 418-767-2309

Courriel : lc@lepinecloutier.com

Un registre à sa mémoire est disponible pour signature au

www.lepinecloutier.com



Laurin, Hubert, p.m.e.

1930-2011

M. L'abbé Hubert Laurin, prêtre des Missions-Étrangères, est décédé à Laval, le 21 décembre 2011, à l'âge de 81 ans et 11 mois. Né à Montréal le 15 janvier 1930, il était le fils d'Ovide Laurin et d'Antoinette Ouimet.

Il a fait ses études secondaires au Collège André-Grasset de Montréal et ses études théologiques au Grand Séminaire des Missions-Étrangères de Pont-Viau. Il a fait aussi des études en Catéchèse à Paris et à l'Université Laval de Québec où il a obtenu aussi une Licence en Pédagogie religieuse. Ordonné prêtre le 6 janvier 1956 à Pont-Viau, il partait le 4 septembre 1956 pour le Pérou où il a travaillé comme missionnaire jusqu'en 1975. Il travailla aussi à Cuba en 1983 comme collaborateur à la Nonciature Apostolique. Au Canada, il fut Directeur de l'Office des Missions (C.E.C.C.) de 1975 à 1981, Curé des paroisses St-Dominique de Hawkesbury et St-Isidore-de-Prescott en Ontario entre 1981 et 1998 et Responsable de la revue Missions Étrangères de 1988 à 1994. Avant sa retraite en 2005, il a aussi fait du ministère à Laval. Il était incardiné au diocèse d'Ottawa depuis 1981.

Outre ses confrères missionnaires, il laisse dans le deuil ses sœurs Raymonde (Charles Neal), Denise (Roger Desgagné), Andrée et Lisette, son frère Jacques ainsi que des neveux et nièces et de nombreux autres parents et amis.

Il sera exposé à la :

Maison centrale des Missions étrangères

180, Place Juge-Desnoyers

Laval (Pont-Viau), H7G 1A4

Tél. : 450-667-4190 Téléc. : 450-667-4194

Courriel : smepq@smelaval.org

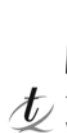
Site internet : www.smelaval.org

mardi le 27 décembre de 14 heures à 21 heures et le lendemain à partir de 13 heures. Une veillée de prières aura lieu mardi le 27 décembre, à 19 h 30.

Ses funérailles seront célébrées dans le même lieu, mercredi le 28 décembre à 14 heures. L'inhumation de ses cendres aura lieu au cimetière du même endroit à une date ultérieure.

À sa mémoire, des dons à la Société des Missions-Étrangères seraient grandement appréciés.

Direction



MAGNUS POIRIER

T : 514 727-2847

www.magnuspoirier.com

CULTURE

Un Noël québécois dans un des plus grands magasins de Paris

MICHEL DOLBEC

Paris — Tout en jouissant en cette fin d'année d'une présence sans précédent sur les grandes scènes parisiennes, notamment avec le Cirque du Soleil, Les 7 doigts de la main et le Cirque Éloize, le Québec aura eu droit à sa vitrine de Noël dans un des plus grands magasins de Paris.

Pour la première fois, le Bazar de l'hôtel de ville, le fameux BHV, a proposé à ses clients et visiteurs un «*Noël québécois*» qui aura touché plusieurs centaines de milliers de personnes.

Inaugurée à la mi-novembre par Isabelle Boulay (une autre vedette québécoise de cette fin d'année), l'opération se termine ce soir. Elle marque aussi la fin des célébrations du 50^e anniversaire de la Délégation générale du Québec à Paris, qui a eu la bonne idée de s'y associer alors qu'elle n'avait pas été programmée au départ.

«*L'opération a projeté une image très contemporaine*

du Québec et de notre relation avec la France, a déclaré le délégué général du Québec, Michel Robitaille. Ça été une vitrine incroyable.»

Cette vitrine aura largement valu les 45 000 \$ que le Québec a investis dans la manifestation, répercutée, de surcroît, par un catalogue distribué à un million d'exemplaires. Chaque année pendant les Fêtes, les grands magasins comme les Galeries Lafayette et le Bon Marché rivalisent d'audace et d'imagination pour animer leurs vitrines et c'est une véritable tradition que d'y amener les enfants. Pendant plus d'un mois, celles du BHV, situé à quelques pas de la Seine et de la cathédrale Notre-Dame, auront toutes pris les couleurs du Québec, avec ours en peluche, raquettes et décors chaleureux mêlant bois, matières brutes, fourrure et autres cachemires.

L'ensemble était moderne et élégant, pas du tout folklorique, de quoi faire oublier le bûcheron surmonté du mot «*tabarnac*» qui apparaissait l'année dernière dans une des mises en

scène du Bazar. Le clin d'œil se voulait amusant: il avait été jugé maladroît, voire un peu réducteur, par certains.

Au programme de ce Noël québécois figuraient bien sûr toutes sortes d'animations, comme des ateliers de fabrication de capteurs de rêves donnés par deux jeunes Atikameks, des cours de cuisine, des spectacles de musique traditionnelle.

La plus belle réussite aura été sans conteste l'œuvre de l'artiste interdisciplinaire Alexis O'Hara. Sous l'Observatoire du BHV, dans un décor évoquant le Grand Nord, la Montréalaise proposait une installation sonore et visuelle insolite, un grand igloo composé de dizaines de haut-parleurs recyclés.

À l'intérieur, chaque visiteur pouvait interagir avec sa propre voix soumise à divers effets. Des centaines de personnes ont pénétré chaque jour dans cette installation, indique-t-on.

La Presse canadienne

EN BREF

Louise Lecavalier au théâtre Outremont en janvier

La célèbre danseuse et chorégraphe Louise Lecavalier se produira sur les planches du théâtre Outremont à la fin janvier. Elle y présentera un double programme de duos en compagnie du danseur Patrick Lamothe. Le premier volet sera *Children*, du chorégraphe Nigel Charnock, qui explore sur un mode ludique le paradis et l'enfer d'un couple. Suivra *A Few Minutes of Lock*, où Louise Lecavalier renoue avec l'univers du chorégraphe Édouard Lock, fondateur de la troupe de danse La La Human Steps. Les billets, au coût de 25 \$, sont en vente dès maintenant. – *La Presse canadienne*

Etta James a été hospitalisée

Riverside, Californie — Aux prises avec des difficultés respiratoires, Etta James a été hospitalisée il y a deux jours, a indiqué le gérant de la chanteuse. Lupe De Leon a signalé que la famille de



Etta James

la chanteuse de blues se trouvait actuellement à ses côtés à l'hôpital du sud de la Californie où elle a été admise. M. De Leon, qui a été le gérant d'Etta James pendant 30 ans, a affirmé que l'état de santé de la chanteuse était assez précaire. On ignore si elle pourra obtenir son congé de l'hôpital. Selon lui, Etta James a été transportée au centre hospitalier mercredi soir. Elle a été placée sous respirateur artificiel. Le médecin de la chanteuse a récemment annoncé que l'interprète de la chanson *At Last* était atteinte d'une leucémie en phase terminale. La lauréate de prix Grammy et membre du Temple de la renommée du rock n'roll souffre également de démence. Elle recevait des soins à domicile. Lundi, un juge a mis de côté un montant de 350 000 \$ appartenant à Etta James pour payer le coût de ses soins médicaux. – *AP*

Anita Ekberg sans le sou

Rome — L'actrice suédoise Anita Ekberg, icône de *La dolce vita*, qui a fêté en septembre ses 80 ans, est désargentée au point d'avoir dû demander une aide financière à la fondation du célèbre cinéaste Federico Fellini, a révélé hier le quotidien turinois *La Stampa*. «*Ce n'est pas très élégant à dire, mais Mme Ekberg souffre d'un véritable manque de liquidités*», a déclaré au journal Massimo Morais, un administrateur nommé par la justice et qui a demandé en son nom une aide à la Fondation Fellini. «*La Fondation n'a pas encore répondu, mais je compte sur la solidarité de tous les bienfaiteurs qui voudront bien aider, même à un niveau modeste, une grande actrice qui le mérite vraiment*», a-t-il ajouté. L'actrice, entrée dans l'histoire du cinéma avec sa scène mythique de *La dolce vita* (Federico Fellini, 1960) à la fontaine de Trevi, dans laquelle elle crève l'écran en duo avec Marcello Mastroianni, réside actuellement dans une résidence pour personnes âgées près de Rome. Clouée dans un fauteuil roulant après s'être cassé le col du fémur, elle avait dû quitter son domicile après un incendie provoqué par des cambrioleurs. Hormis quelques anciens voisins et les services sociaux, la star reçoit peu de visites et consacre l'essentiel de son temps à l'écriture de ses mémoires. Au moment de son anniversaire en septembre, l'actrice avait reconnu dans une interview se sentir «*un peu seule*». «*Les journées sont d'une longueur infinie*», avait confié l'actrice au quotidien *Il Corriere della Sera*. – *AFP*

THÉÂTRE

Amour défraîchi

POURQUOI PAS?

Texte: Norm Foster. Mise en scène: Monique Duceppe. Traduction: Louis-Georges Girard et Perry Schneiderman. Au théâtre Jean-Duceppe, jusqu'au 4 février 2012.

MARIE LABRECQUE

Pourquoi? serait une question plus appropriée. En fait de divertissement des Fêtes, cette tiède comédie romantique, montée de façon molle, compose une assez piètre offrande. À défaut de substance, le Père Noël de la compagnie Jean Duceppe a déjà été plus généreux en rires...

Norm Foster est un dramaturge canadien populaire qui semble donner dans la quantité, à tout le moins: sa théatrogaphie compte une quarantaine de pièces (son *Une chance sur un million* a été monté au Québec en été). À défaut de finesse, il saupoudre sa pièce d'occasionnelles répliques mordantes ou salaces — la traduction est assez familière, compte tenu de la condition sociale des personnages. Mais sa comédie est alourdie d'une dimension psychologique peu intéressante. Bien qu'elle pose la question, pertinente, de l'amour chez les gens d'âge mûr, elle ne dépasse guère les poncifs dans son regard sur les rapports de couple.

Donc: Bob aime l'épouse de son ex-patron, même s'il ne l'a rencontrée que trois fois, toujours lors de partys de Noël, où elle ne se souvient jamais de lui (d'où des gags récurrents). Un quart de siècle plus tard, ce Roméo mature tente maladroitement de convaincre la récente veuve (il va la séduire jusque dans le cimetière!), de donner une seconde chance à l'amour. Elle lui résistera, désenchantée par sa relation avec un mari coureur de jupons et paternaliste. Mais on découvre que Bob n'a guère été mieux logé avec son ex (Danielle Lépine)...

Le (mince) potentiel de ces relations conjugales est généralement contrecarré sur scène par une exécution caricaturale. Ainsi, le jeu bouffon d'Yvan Benoit (c'est encore pire quand il incarne le fils) n'aide pas à la vraisemblance



FRANÇOIS BRUNELLE

Si elle se démarque surtout par son *timing* comique, Pauline Martin confère une dignité assez touchante à la protagoniste. Ici avec Claude Prigent.

d'un couple formé par une femme avec du tempérament et un homme rétrograde et inintéressant. Il faut dire que les personnages masculins sont particulièrement insignifiants. En soupirant à la grosse bonhomie, Claude Prigent est certes sympathique, mais la subtilité n'est pas de mise.

La forme ouverte de la pièce, des récits adressés directement au public, avec de nombreux *flash-back*, permet une certaine souplesse, dont la mise en scène, dénuée d'imagination, ne profite pas. La production manque de mordant et de

précision; les compositions secondaires paraissent grosses et approximatives.

Si elle se démarque surtout par son *timing* comique, Pauline Martin confère une dignité assez touchante à la protagoniste. Notons toutefois que le niveau de langue de sa bourgeoise au franc-parler semble varier joyeusement. Reste que c'est son personnage de veuve sarcastique, irrévérencieuse, qui constitue le principal atout de ce spectacle décevant.

Collaboratrice du Devoir

LES PETITES ANNONCES

514.985.3322 1 800.363.0305

DEMEURES, AFFAIRES ET LIEUX PRIVILÉGIÉS

&Charme
prestige

LES COURTIER DU CANAL INC.

Meilleurs vœux de bonheur à tous mes clients pour 2012

LOUISE GIMBERT 514 937-7924
www.lescourtiersducanal.com



JAMES MORRIS



FRANCINE FARAND



BRIGITTE JOLY

Joyeux Noël et
Heureuse Année
à vous tous!



CHARLOTTE MICHAUD
Courtier immobilier
514-272-1010
www.charlottemichaud.com
cmichaud@sutton.com
Groupe sutton-immobilia inc.
Agence immobilière